PRÉSIDENTIELLES 2007 :
UN PEU PARTOUT DES VITRINES DE PERMANENCES ÉLECTORALES VOLENT EN ÉCLATS, D'AUTRES S'ENFLAMMENT, DES VOITURES CRAMENT, DES BUREAUX DE VOTE ET DES RELAIS TÉLÉ SONT SABOTÉS...
DES CRITIQUES EN ACTE DES ÉLECTIONS, DE LA DÉMOCRATIE, DE CE SYSTÈME QUI NOUS ASSASSINE.
POUR SURVIVRE ET ESPÉRER DES VICTOIRES FACE AU POUVOIR, L'ORGANISATION COLLECTIVE ET LA SOLIDARITÉ SONT DES ARMES. ALORS, QUAND À PARIS, VILLEURBANNE, AVIGNON, MONTPELLIER ET MILLAU, PLUSIEURS PERSONNES SONT ARRÊTÉES ET INCARCÉRÉES, QUE CERTAINES SONT LOURDEMENT CONDAMNÉES ET D'AUTRES TOUJOURS EN ATTENTE DE LEUR PROCÈS, IL EST NÉCESSAIRE D'ORGANISER UN SOUTIEN FINANCIER, MORAL ET POLITIQUE.
D'OÙ CETTE COMPILE.

- UN RECUEIL DE TEXTES CONTRE LES ÉLECTIONS ET LA DÉMOCRATIE
- UN CD 24 TITRES PUNK, ROCK, ÉLECTRO, HIP-HOP

COMPILE CLASSE... CONTRE CLASSE

EN SOUTIEN AUX INCENDIAIRES ENGEOLÉ-E-S

SOUTIEN AUX
INCENDIAIRES ENGEOLE-E-S!

01 - **ZORA** : nique la démocratie

02 - **RAGE MECANIQUE** : incendiaires

03 - **LA FRACTION** : marchands de peur

04 - **HAINEMIS D'ETAT** : détention

05 - **LES RAPACES** : 3° tour

06 - **FUCK DA TOURIST** : du pareil au pire

07 - **KOCHISE** : démocratie

08 - **SKALPEL DE LA K-BINE** : gauche/droite

09 - **FRED ALPI** : se reposer ou être libre

10 - **KOMAK** : Délits communs

11 - **BIMBO KILLERS** : le zèbre

12 - **CHICKEN'S CALL** : piégé

13 - **LES MOLARDS** : processus infernal

14 - **CIZIF & PUZZMAMA** : radikal

15 - **SCHERZO + feat.** : le bitume saigne

16 - **URBAN BLIGHT** : quelle société

17 - **MON DRAGON** : les cafards

18 - **BIERE SOCIALE** : piège à con

19 - **SCHEISSE FOR EVER :** Global aushwitz

20 - **SAMIZDAT** : le politique

21 - **PLAINE CRASSE** : le bagne

22 - **H WAR** : kasse la

23 - **RENE BINAME** : quelques mots sur le cirque électoral

24 - **NO SHANGSA** : the last

25 - discours de Durruti

Compilation réalisée par le Collectif de soutien aux incendiaires engeolé-e-s.
Contact : csie@boum.org

Merci aux groupes qui nous ont filé ces morceaux, et a tous ceux qu'on n'a pas pu caser, merci aux dessinateurs, à Merlin pour nous avoir prêté son album des schtroumpfs, merci aux copains qui nous ont donné un coup de main pour la sérigraphie et le mastering.

SOMMAIRE

Textes sur les événements

Rappel des faits .....p. 4
Que crève la démocratie ! .....p. 6
La rupture tranquillou .....p. 8
La démocratie quelle connerie .....p. 12
A fond la caisse .....p. 14
Le problème ce n'est pas la luciole mais bien la nuit ...p. 16
Le geste était simple, plein en lui-même .....p. 18
Il fallait se décider à lutter contre le système .....p. 19

Textes contre la démocratie

P. 22 .....Démocratie (définition anarchiste)
P. 23 .....Démocratie (définition mordicante)
P. 25 .....Des chiens de garde à plus savoir quoi en flammer
P. 26 .....Mort à la démocratie
P. 28 ..... Discours de Durruti
P. 29 ..... La démocratie n'est pas la dictature, mais la prépare et s'y prépare
P. 31 ..... Le capitalisme moderne est sage
P. 32 .....Réflexions sur quelques mythes électoraux
P. 35 .....L'élection est un exercice vain
P. 36 .....La prison

BIBLIOGRAPHIE..... ..... p. 37

PLAY LIST..... ..... p. 38

RAPPEL DES FAITS

31 mars, Avignon : Grégory et Damien sont arrêtés, accusés de l'incendie d'une permanence électorale du PS. Ils sont mis en examen pour « dégradation par incendie ou moyen dangereux pour les personnes » et incarcérés au centre pénitentiaire du Pontet. Libérés sous contrôle judiciaire les 20 et 21 juin, ils sont en attente du procès.

22 avril, Montpellier : Quatre camarades sont accusés de l'incendie de « voitures de bourges » le soir du 1er tour des présidentielles. Quentin est incarcéré à Villeneuve-les-Maguelone jusqu'au 6 juillet. Mis en examen pour « tentatives de dégradation par incendie » et « détention ou transport de substances ou produits incendiaires ou explosifs », ils sont sous contrôle judiciaire et en attente du procès.

22 avril, près de Millau : trois relais sont sabotés, privant de 4000 à 10 000 habitants de télévision, radio et téléphonie portable, et par là même de soirée électorale. Les lignes sont rétablies au bout de quelques heures, sans que personne n'ait été mis en cause.
A l'issue d'une enquête, deux personnes sont arrêtées le 13 septembre. Si le premier est relâché sous contrôle judiciaire, le second, Guilhem, est incarcéré puis relâché et assigné à résidence surveillée le 2 octobre 2007.
Mis en examen pour « dégradation de bien d'autrui, d'objets d'utilité publique et d'association de malfaiteurs », ils sont en attente du procès.

La prison est plus que jamais à l'ordre du jour. Par la lutte quotidienne et parfois collective de la part des détenus pour l'amélioration de leurs conditions comme du côté des pouvoirs, la prison est devenu objet de débats. Pour ces derniers, ce n'est pas bien sûr son existence qui est en cause mais plutôt la question de mieux la gérer. Une loi de réforme est ainsi en cours de vote en France sous prétexte d'améliorer les conditions de détention et les droits des prisonnierEs**. On a déjà vu que ces " améliorations " s'accompagnent de la construction de nouvelles geôles mais, plus encore, il s'agit de voir que ces mesures sont désormais possibles parce que la prison n'est pas un lieu privilégié de contrôle et de redressement des individus (le salariat et le traitement de la misère couplés avec les dispositifs policiers y suppléent bien à l'extérieur) mais aussi nécessaire pour s'attaquer aux réfractaires qui refusent dedans comme dehors de se soumettre à l'ordre autoritaire et capitaliste. Non pas que la classe dangereuse ait disparue, mais la menace et les dispositifs sont suffisamment vastes pour que la réforme des prisons vise en priorité à isoler puis enfermer (au sens totalisant) ces derniers. L'introduction du bracelet électronique, la limitation des détentions préventives par l'assignation à résidence et le pointage, les possibilités de travail à l'extérieur puis le sommeil à l'intérieur, toutes ces mesures et réformes qui abolissent en les banalisant les murs physiques des prisons ne font ainsi qu'accentuer la pression pour trier les irrécupérables des autres.

Extrait de la brochure n° 2 (avril 2001),
Tout le Monde Dehors !
http://toutlemondehors.free.fr

* Au plan de construction de 13000 places supplémentaires en prison (1987) succède le plan 4000 (1995) puis un plan de 13200 places (2002).
** Projet de loi pénitentiaire engagé par Élisabeth Guigou en 2000 et abandonné en 2002.

BIBLIOGRAPHIE
pistes de lecture...

★ Anonyme, *L'Impasse citoyenniste, contribution à une critique du citoyennisme*, Nancy, En attendant, 22 p.
★ Collectif, *A couteaux tirés*, Nancy, Mutines Séditions, 2007, 114 p.
★ Malatesta Errico, *En période électorale*, Collectif libertaire d'Avignon, 1981 [1898], 18 p.
★ Mirbeau Octave, *La grève des électeurs*, L'insomniaque, 2001 [1888], 50 p.
★ Simon Roland, *Le Démocratisme radical*, Paris, Senonevero, 2001, 274 p.
★ « Le point d'implosion de l'idéologie démocratiste », *Le Brise-Glace*, n° 23, printemps 1989.

★ Pour une vision plus globale nous ne pouvons que conseiller la lecture des textes de Michel Bakounine, Karl Marx, Errico Malatesta, Guy Debord, Anton Pannekoek, Otto Rühle, Nestor Makhno, Emile Henry, Emma Goldman...

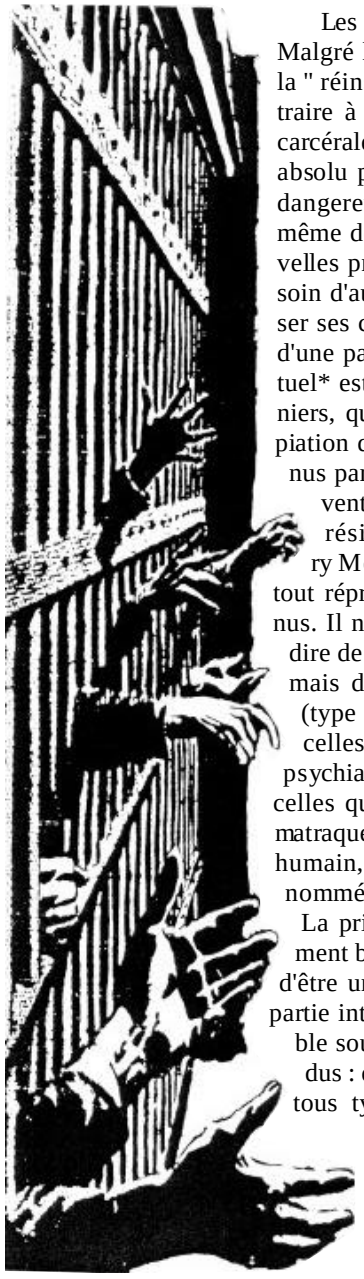
Contre la taule

★ Baker Catherine, *Pourquoi faudrait-il punir ? Sur l'abolition du système pénal*, Paris, Tahin party, 2004, 194 p.
★ Collectif, *Au pied du mur, 765 raisons d'en finir avec les prisons*, Paris, L'Insomniaque, 2000, 360p.

Revues :

★ *Cette Semaine* :
BP 275, 54000 Nancy cedex
★ *L'Envolée* :
43, rue de Stalingrad, 93100 Montreuil
★ *Echanges* :
BP 241, 75866 Paris Cedex 18
★ *Courant Alternatif, Le Mythe de la gauche : un siècle d'illusions social-démocrates*, hors-série n° 2, 1999, 36 p.
★ *Courant Alternatif, L'Arnaque citoyenne*, hors-série n° 8, 2003, 40 p.

LA PRISON



Les conditions d'enfermement […] se sont partout durcies. Malgré les soupes psychologiques servies par les théoriciens de la " réinsertion " et des " peines alternatives ", on assiste au contraire à un développement strictement répressif de l'institution carcérale. Son objectif premier à court terme reste l'isolement absolu pour les délits des individus considérés comme les plus dangereux par la remise en cause qu'ils font peser sur l'existence même de la classe dominante. La construction régulière de nouvelles prisons prouve non seulement que l'Etat a sans cesse besoin d'augmenter le nombre d'enfermés, mais aussi de moderniser ses culs de basse fosse dans le sens de l'isolement croissant d'une partie des détenus. En France, le plan de construction actuel* est ainsi axé sur de petites unités de moins de 500 prisonniers, qui se trouveront scientifiquement différenciés dans l'expiation de " leur " peine. L'importance du petit nombre de détenus par prisons est dicté par le fait que ceux/celles qui conçoivent les prisons pensent mieux contrôler et réprimer toute résistance collective, les grosses usines à punir comme Fleury Mérogis ne correspondant plus au besoin actuel basé sur le tout répressif avec une différenciation fondamentale entre détenus. Il ne s'agit en effet pas de mélanger tout le monde, c'est-à-dire de multiplier les possibilités d'unité et de luttes collectives, mais de sélectionner ceux/celles qui seront enfermés dehors (type bracelet électronique ou assignation à résidence), ceux/celles qui " profiteront " de deux types d'enfermement (hôpital psychiatrique/prison ou travail extérieur/prison) et enfin ceux/celles qui croupiront jusqu'à la fin sous l'œil des caméras, des matraques, des lumières artificielles avec l'absence de contact humain, c'est-à-dire une mort lente assistée par des collabos nommés médecins ou éducateurs.

La prison n'est ainsi que l'iceberg d'une condition d'enfermement bien plus large et massive de la société toute entière. Loin d'être un univers si étrange et à part, elle est au contraire une partie intégrante de la société et toutes deux interagissent ensemble sous une dynamique commune appliquée à tous les individus : différenciation-isolement-anéantisement ! La lutte contre tous types d'enfermement (prisons, hôpitaux psychiatriques, centres de rétention, écoles,…) passe ainsi au-delà de la nécessaire solidarité par celle pour la réappropriation totale de la vie par chacunE, où que l'on soit, telle qu'on entend la mener.

22 avril, Paris : Grégory et Charles sont arrêtés dans la rue et accusés d'incendies de véhicules. En comparution immédiate le 25 avril, Charles est condamné à 13 mois ferme pour « fabrication, transport et détention de substances incendiaires » et incarcéré à La Santé. Grégory prend du sursis pour « complicité ».

11 mai, Villeurbanne : Cézary et Audrey sont arrêtés, accusés de l'incendie de la permanence UMP survenue le 8 mai. Le 14 juin, ils sont condamnés à 1 an de prison dont 8 mois avec sursis, interdiction de droits civiques pendant un an et 17 460 euros de dommages et intérêts. Suite à l'appel du parquet, ils sont rejugés le 6 septembre et condamnés à 18 mois dont 9 avec sursis, 5 ans d'interdiction des droits civils, civiques et familiaux et doivent continuer à payer le préjudice. Bénéficiant jusque là d'une semi-liberté, Audrey est incarcérée puis définitivement libérée le 21 novembre. Le 26 novembre, Cézary est transféré en centre de rétention, avant d'être expulsé vers la Pologne où il est immédiatement emprisonné pour d'autres raisons. Il est a présent libre et sans interdiction de territoire français.

11 mai, Paris : Damien est arrêté, accusé de tentative d'incendie d'une voiture près du Fouquet's (où avait dîné Sarkozy le soir de son élection), et mis en examen pour « tentative de dégradation par incendie, fabrication d'engin incendiaire, détention et transport de matières inflammables ». Suite à des perquisitions, Michel (dit Paco) est arrêté à son tour et accusé de «complicité de dégradation par incendie» et «recel», et une troisième personne est mise en examen pour « complicité ». Damien sort le 28 juin de Fleury et Paco de Fresnes le 6 juillet. Dans l'attente de leur procès, tous trois sont placés sous contrôle judiciaire.

Que crève la démocratie !

« La démocratie, comme le capitalisme d'ailleurs est devenue l'horizon indépassable de notre époque ; tout discours qui tendrait à la remettre en cause est disqualifié d'avance : on ne veut tout simplement pas l'entendre. La démocratie, pourtant, a surtout fait jusqu'à présent la preuve de son échec. Le monde qu'elle domine est toujours un monde de soumission, de privation et de pauvreté. Le droit de vote est censé assumer à lui seul l'expression de la volonté populaire : mais croit-on encore que quoi que ce soit puisse changer grâce à des élections ? »

Léon de Mattis..

Toujours fermer sa gueule, la peur au bide, être éduqué, oppressé, exploité, parqué. N'avoir comme seule possibilité que de vendre sa force de travail et pour seul mot à dire qu'un bulletin de vote. Mais donner sa voix, c'est se taire, se soumettre : c'est abandonner son pouvoir à un « représentant ». Qui peut prétendre décider a la place des autres ? Une fois tous les cinq ans, croire qu'on peut « choisir ».

Mais choisir quoi ? Qui ? Nos bourreaux ? Ceux qui nous exploitent ? Ceux qui nous enferment ? Ceux qui nous fichent, nous contrôlent ? Choisir entre cinq ou vingt candidats de merde qui, de toute manière, ne peuvent que mettre en place la même politique ? Choisir la sauce à laquelle on va être mangé ? Alors qu'on pourrait pendre le cuistot et foutre le feu à la cantine ! Aussi, quand certains décident d'ouvrir leur gueule à grands coups de pavés pour cracher révolte et rage contre ce monde de merde, surgit une bouffée d'air qui rappelle que seule la lutte compte. La lutte contre ce système

L'élection est un exercice vain

L'élection est un exercice vain et tout le monde le sait : mais c'est de cette vanité même que la démocratie sait tirer sa force, et c'est en cela qu'elle est le pire des systèmes, celui qui érige le néant et l'impuissance comme sa propre raison d'être. Vous savez que voter ne servira pas à grand chose, mais si vous ne votez pas, ça ira encore plus mal. Gardez ce que vous avez, même si vous n'en êtes pas très satisfaits, car ce que vous risquez d'avoir vous déplaira peut-être davantage. La démocratie n'est rien d'autre que ce chantage permanent à la terreur : aussi imparfaite soit-elle, elle se présente toujours comme préférable à la tyrannie. Elle tire de son imperfection un argument pour sa poursuite. La démocratie, vous le remarquerez, n'est jamais achevée, jamais complète, toujours « à conquérir ». Qu'importe que cette conquête soit un but incertain et inaccessible : les tares de la démocratie ne tiendraient pas à elle-même mais à son inachèvement perpétuel, et donc loin de conduire à la rejeter, elles devraient nous amener à la soutenir davantage encore. La dictature, elle, prétend être parfaite. Cette prétention est bouffonne par elle-même, mais n'est-il pas plus absurde encore de ne vouloir être aimée que pour son imperfection ?

Pourtant, ce n'est pas la démocratie qui exerce ce chantage : la démocratie en elle-même *est* le chantage.

Ce qui exerce le chantage, c'est ce dont la démocratie n'est qu'une forme, et qui pourrait lui survivre même si toute mémoire des « valeurs démocratiques » venait un jour à être oubliée. C'est ce qui a été appelé « le plus froid des monstres froids » et ne se contente pas de discours. Son *argument ultime* est et a toujours été quelque chose de plus frappant et de plus définitif que des mots.

C'est ce qui est beaucoup plus que la démocratie parce qu'il la modèle et la détermine entièrement. C'est ce qui s'impose par la force comme l'horizon indépassable de toute vie en société. C'est ce qui est le véritable auteur de ce chantage permanent.

C'est l'Etat.

Extrait de Léon de Mattis,
Mort à la démocratie,
Paris, L'Altiplano, 2007, 130 p.

braconnage des deux volets de la représentation politique.

C'est précisément cette « union nationale » qui n'avoue pas son nom mais qui se profile non seulement dans ce langage commun, mais aussi dans « l'ouverture » aux transfuges de la gauche sous la houlette Sarkozy et dans les entretiens politiques préliminaires (y compris avec Le Pen) aux discussions de Bruxelles sur le contenu de la constitution européenne.

Cette « union nationale » va en fait au-delà de ces débats formels mais répond aux besoins présents du capital à l'échelon européen. Pour la France, toute une propagande martelée depuis des mois sur le « déclin économique » n'avait d'autre but que de préparer l'opinion à accepter l'ensemble des mesures de « redressement », comme si la France était isolée dans la compétition capitaliste et pas strictement liée et encadrée au sein de l'entité économique européenne.
Par avance, vu le manque d'enthousiasme des travailleurs à accepter une nouvelle baisse de leur niveau de vie, il fallait les persuader que la « patrie était en danger ». Ce à quoi se sont évertués tous les candidats. Certains chiffres parlent d'eux-mêmes pour illustrer le fait que les travailleurs subissent déjà cette offensive du capital : de 1985 à 2005 la part des salaires dans le revenu national dans l'Union Européenne est passée de 62 % à 52 %[2]. L'articulation entre cette « déclinologie » proclamée, les mesures d'austérité annoncées, le renforcement d'un appareil sécuritaire montrent que ce n'est pas suffisant et qu'il faut « aller plus loin » dans les conditions d'exploitation du travail en faveur du capital. « L'union nationale » et l'utilisation commune des mythes visent à rétablir – à imposer si nécessaire – le consensus nécessaire au capital pour, au niveau européen, faire face aux durs affrontements qui sont au cœur même de son existence.

Il reste à savoir pour combien de temps les travailleurs accepteront de continuer à subir ce renforcement des conditions de l'exploitation de leur force de travail. Les « valeurs » voleront en éclat, mais l'appareil répressif, syndical et/ou policier, sera là pour tenter de les leur imposer.

HS

Texte publié dans, *Echanges*, n° 121, été 2007

1 La république, telle qu'on l'entend aujourd'hui a toujours été une des formes de gestion du système capitaliste dans un cadre national dont la fonction essentielle était de garantir la paix sociale nécessaire à une exploitation optimum de la force de travail dans les conditions requises par un certain niveau des techniques et les exigences de la production de la plus value. Il y a eu et il y a encore bien des variantes de la république comme les monarchies parlementaires et soit républiques ou monarchies des systèmes politiques plus ou moins autoritaires et/ou dictatoriaux qui correspondent, parfois sous la couverture de circonstances historiques, aux mêmes nécessités du capital dans un cadre national défini.

2 *Financial Times*, 20 juin 2007

d'exploitation capitaliste et contre tous les outils et artifices qui lui permettent de perdurer. La démocratie n'est que l'un d'eux, un des modes possibles de gestion politique au service du capital et de la classe dominante.
Pendant la campagne électorale des présidentielles de 2007, un peu partout en France, des dizaines de permanences politiques de tous bords sont attaquées (au moins cinq ont brûlé), des bureaux de vote et des relais de télé sont sabotés. Et puis des voitures et des drapeaux français qui s'enflamment, des vitrines qui tombent... d'la barricade et du pavé ! A Avignon, Montpellier, Villeurbanne, Paris et Millau, plusieurs personnes sont incarcérées pour s'en être prises à la démocratie par diverses actions. Ces actes parlent d'eux-mêmes et leurs auteurs sont pour nous des camarades, des pyrotechniciens de la lutte des classes.

En Avignon, si le PS a été pris pour cible ce n'est pas pour faire le jeu d'un autre parti ; cette action n'est pas non plus l'œuvre de « quelques déçus de la politique des socialos qui auraient trahi la classe ouvrière » comme l'ont affirmé les journaux. Il a été visé pour ce qu'il est, l'un des représentants et gestionnaires d'un système à éradiquer. Il est donc une cible parmi d'autres. C'est la représentation politique elle-même qui était visée et non une « mauvaise gestion ». D'ailleurs, tous les partis, de l'UMP à la LCR, ont condamné le geste : cohésion de ceux qui font partie du même camp !
Nous sommes toujours dans une société de classes, peu importe qui est élu, il n'y changera rien. Bien au contraire, car c'est le rôle de ses dirigeants que de maintenir et de défendre la domination et les intérêts de la classe capitaliste. Les légères différences, sur la forme, ne font que camoufler le fait que sur le fond ils ne peuvent appliquer qu'une seule et même politique : celle dont la patronat a besoin pour assurer la pérennité du système et engranger toujours plus de profit. Si, pour l'Etat, l'heure est à l'offensive avec le tout sécuritaire, la précarisation, la flexibilité, les dérégulations, les privatisations, ce n'est pas en raison de choix politique ou d'une quelconque dérive. C'est pour répondre aux contraintes et aux impératifs économiques mondiaux du capital. Ce système ne peut être réformé, il doit être détruit.

CONTRE LE CAPITALISME ! CONTRE LA DEMOCRATIE !
SOLIDARITE AVEC LES INCENDIAIRES ET LES INCARCERES !

Janvier 2008, Collectif de soutien aux incendiaires engeolé-e-s
csie@boum.org

LA RUPTURE TRANQUILLOU

UN PAVE DANS L'URNE

Notes sur les événements consécutifs aux élections et leur représentation policière

Rarement des élections auront tant mobilisé. Un grand bain démocratique à l'américaine pour couronner une campagne d'incitation au vote présenté comme seule possibilité de changement. Ce vote était vendu par le PS, l'UMP et les autres comme la « réponse » aux « questions » posées par les mouvements des dernières années, du mouvement des lycéens en 2005 au mouvement dit anti-CPE de 2006 en passant par les émeutes dans les quartiers populaires de novembre 2005. Sur l'air du « si tu votes pas, ça se passe sans toi », on les a tous entendus, de Thurman à Trust en passant par AC le feu et d'Enrico Macias à Faudel en passant par Doc Gynéco[1].
La peur d'un Sarko (l'homme du Kärcher, de la prédestination génétique au suicide et des prisons pour mineurs) a aussi conduit un pourcentage impressionnant d'électeurs dans les urnes. Cet épouvantail n'était pourtant pas le seul à invoquer la sainte trinité « travail – morale – sécurité », et face à lui, la Royale alternative préconisait l'encadrement militaire des jeunes…

Au milieu de cette campagne tricolore, de ce lavage de cerveau collectif, on a vu des permanences de partis politiques de tous bords attaquées, voire détruites par le feu ;

[1] « *Au total, 44,5 millions de français ont leur carte d'électeur en poche. En 2002, 3,4 millions de moins étaient inscrits. Avec une hausse de 4,23 % par rapport à 2006, les inscriptions sur les listes ont enregistré leur plus forte croissance annuelle depuis 1981* » lu dans la presse des 28 et 29 mars. « *Abstention, pièges à con. Soutenu par le rappeur Joeystarr et l'humoriste Jamel Debouze, le collectif Devoir de mémoire, des militants de mouvement pour une citoyenneté active, des étudiants de Science Po ont sillonné les banlieues portant une carte d'électeur en collier et des panneaux « je vote donc j'existe ». Voilà ce bout de carton coloré transformé en "arme républicaine".* » *Libération* du 31 décembre 2006. « *Rost, Axiom, Seyfiu, Alibi Montana,* [Fiction Romance, Tagada Jones...] *ces rappeurs* [et groupes de punk] *là ne lancent pas des appels à la haine, à « niquer la police et le système ». Dès qu'ils montent sur scène, ils exhortent leurs fans à se rendre aux urnes le 22 avril après les avoir vivement incités, à la fin de l'année dernière, à s'inscrire sur les listes électorales. Ils n'hé-*

nous avons été particulièrement gâtés de ce point de vue, chacun des candidats affirmant les mêmes « valeurs », ce qui correspond effectivement à la perception diffuse de la véritable nature du système capitaliste.
Cette perception entraîne une dissolution de l'ensemble des règles concernant les relations sociales jusqu'à présent admises sans contestation. Pour étayer l'alternative « participation – répression » destinée à rétablir le consensus démocratique nécessaire à la paix sociale, il faut faire appel à ceux qui venant du passé apparaissent aujourd'hui comme porteurs de ces « valeurs ». Ces « autorités » en sont les garantes et la concrétisation : il n'y a qu'à puiser dans la légende historique populaire. Chacun, dans l'éventail politique le plus large, de l'extrême droite à l'extrême gauche a ainsi ses mythes historiques ; il suffit d'y penser pour les trouver et en creusant un peu, on peut voir que ces mythes recouvrent parfois une réalité bien différente de ce qu'ils glorifient et tentent de justifier. […]

Après tout, au-delà des mythes, chaque candidat porteur des « valeurs patriotiques » ou de l'apologie du « travail sous le capital» pouvait aussi bien se réclamer de ces deux » héros de la gauche ». Mais il est bien certain que le braconnage permet tout autant que l'apologie béate des « propriétaires » du mythe, de tenter d'asseoir le consensus nécessaire à la domination du capital, un consensus qui présente actuellement pas mal de lézardes, ce qui explique apologies et

RÉFLEXIONS SUR QUELQUES MYTHES ÉLECTORAUX

Qui est « propriétaire » des figures mythiques de la gauche ? Quelle est la réalité et quel est le sens de leur utilisation par le candidat de droite lors du grand déballage électoral ?

L'avantage pour le capital, dans une période historique, de différents régimes politiques, est qu'il peut, selon ses impératifs, moduler la manière dont il impose les conditions d'exploitation du travail. Il est évidemment moins risqué d'obtenir, lorsque cela est possible, un certain consensus. Les différentes variantes parlementaires (républiques ou monarchies) permettent avant tout de faire écran à la domination du système d'exploitation en faisant croire, à travers un système électif, que les différentes classes sociales peuvent , par le canal de représentants élus, assurer la défense de leurs intérêts [1].

Au cours des deux siècles écoulés, on a pu voir ainsi en France (et aussi ailleurs), le système électif s'élargir depuis le suffrage censitaire, le vote des femmes jusqu'aux élections d'entreprise dans un suffrage universel qui descend dans toutes les structures de la société capitaliste (même jusqu'aux parodies multipliées sans pouvoir des « conseils » de parents d'élèves, de jeunes, etc..). Ce n'est pas un hasard ou une vision soudain humanitaire des cercles capitalistes. Les dernières avancées de ce mouvement séculaire, c'est la « démocratie participative » et les marginalités illégales tolérées (pourvu qu'elles ne dépassent pas la bande continue de « l'ordre juste ») dans la grève ou le réseau de soutien à l'immigration par exemple.

Tout ce courant bien réel correspond à la nécessité impérieuse pour le capital : faire face à une compréhension de plus en plus répandue de la nature profonde du système d'exploitation. Il apparaît de plus en plus évident que les politiques n'ont pas de prise sur les forces économiques.

L'alternative à cette « démocratie approfondie » est une « démocratie autoritaire » (voire la dictature si la situation du capital le justifie, par exemple dans l'entreprise avec l'autorité patronale ou en temps de guerre dans un Etat, récemment les mesures mondiales hors normes au nom de la « lutte contre le terrorisme ») dont les termes se développent parallèlement à cette « démocratie participative ». On a ainsi pu voir dans cette campagne électorale s'affirmer ces deux tendances opposées : la participation et la répression.

Dans un sens ou dans l'autre de ces courants complémentaires quoique apparemment opposés, le consensus a besoin d'affirmer des « valeurs » ;

des bureaux de vote rendus inaccessibles la veille du premier tour ; des bulletins dérobés ici et là, et un réseau hertzien saboté près de Millau le soir du premier tour – sans compter les slogans, affiches et tracts qui ont fleuri pour dénoncer cette mascarade […]. Et puis, sans qu'on distingue la part d'anti-Sarkozy, d'envie d'en découdre avec la flicaille et de dégoût de cette farce, quelques milliers de mécontents sont descendus dans la rue à l'annonce du résultat.

Ces réactions spontanées qui s'agrégeaient ici et là, ça faisait plaisir. Pour la première fois sous la V° république, le résultat d'une élection a provoqué le soir même des refus en actes divers… Pour autant, pas de quoi s'y croire tout à fait. L'aliénation plus ou moins acceptée ne s'estompe qu'un instant dans le jet d'un pavé sur le casque d'un robot en Kevlar. Les séparations ne disparaissent pas définitivement parce qu'on se retrouve pour crier sa rage dans la rue. Des pratiques partagées et une haine commune du keuf (*Today pigs, tomorrow bacon*) ne conduisent pas automatiquement à un dépassement collectif. […]

De leur côté, les préfectures de police continuent de verrouiller les dispositifs contre ceux que médias et politiques ont immédiatement désignés comme « ennemis de la démocratie », ceux qui refusent le pouvoir décisionnel des urnes ; histoire aussi de confirmer que le petit empereur de Neuilly fera bien ce pourquoi les maisons de retraite l'ont élu : fusionner, par exemple, les différents services de renseignement, leur donner des bureaux flambant neufs, ou renforcer les pouvoirs directs du président sur la police[2].

De nombreux interpellés des manifs sauvages sont passés en comparution immédiate, écopant de prison ferme. On a pu constater aussi que l'échelle des peines s'était aussi parfois quelque peu déplacée : des étudiants sans casiers écopaient de prison ferme pour des jets de canette […]. Craignant une contagion, les médias ont fait le *black-out* sur ce qui a pu se passer dans les banlieues et autres quartiers populaires ; il a fallu qu'un flic tire à balle réelle sur un jeune à Grigny[3] pour qu'on reconnaisse que tout n'était pas si calme et que les flashballs avaient aussi beaucoup fonctionné.

sitent pas non plus à venir « chater » politique au pied des tours. A l'origine de cette mobilisation citoyenne de la planète, le choc du 21 avril 2002 mais aussi les émeutes de novembre 2005 et les propos jugés « humiliants » de Sarkozy », *Le Parisien* du 26 mars 2007.

[2] Voir la communication d'Etat à ce sujet dans *Le Figaro* des 14 et 28 mai 2007 : « *Deux mille fonctionnaires des services de pointe de renseignement du Ministère de l'Intérieur font leurs cartons et rejoignent leur nouveau siège Levallois-Perret. La DCRG s'installe aux étages supérieurs. Suivra la semaine suivante la DST, puis le 20 juin la sous sirection anti-terroriste de la PJ. Ce n'est pas la fusion pour la fusion, mais il est clair que la logique est d'éviter les doublons, de favoriser une vraie coopération et de mettre en commun les moyens.* »

[3] « *Un jeune homme de 17 ans a été blessé, mardi soir, à Grigny (Essonne), par un policier qui a*

Et puis est revenue une vieille image, à peine modernisée : celle d'une entité fantomatique, « anarcho-autonome ». Ce qui n'était encore qu'une « mouvance d'extrême gauche » au moment du CPE est en train de devenir sous la plume des journalistes un « groupuscule organisé ». Pour alimenter cette politique-fiction, le ministère de l'intérieur a multiplié les perquisitions dans des squats et des domiciles privés, les contrôles d'identité systématiques aux abords de certains lieux, les arrestations… tandis que les parquets ouvraient des enquêtes pour incendies en bande organisée. Il s'agit à la fois de « taper dans la fourmilière », d'actualiser les fichiers, de couler dans un même moule des situations et des actes de révolte divers ; et de fabriquer des délits. Fumigènes et pétards deviennent des explosifs ; quatre personnes qui courent dans la rue une bande organisée ; une chaussure balancée devient une arme par destination…

Figer la variété d'une multitude sur la même photographie de groupe, l'amalgamer, rien de tel pour l'isoler du reste de la population, dite citoyenne. Le but est bien de délimiter une opposition responsable et républicaine ; de prévenir ceux qui voudraient s'en écarter qu'ils courent les mêmes risques que ces « ennemis intérieurs » ; comme eux ils seront pris en charge par les services anti-terroristes. Ce scénario à l'italienne – en fait européen, avec l'Italie à la tête des instances d'harmonisation des politiques sécuritaires […] est en train de se mettre en place.

Pas question de se couler dans le moule, de se conformer à cette vision policière des luttes politiques, des conflits et du monde. Il s'agit de faire entendre publiquement des positions claires ; et d'essayer de réunir les moyens concrets d'une solidarité en évitant les pièges de certains « comités anti-répression » bloqués pas les logiques syndicales et les manichéismes (séparer le bon grain de l'ivraie), qui, souvent, n'accouchent que de déclarations d'intentions.

Texte publié dans *L'Envolée*, n° 20, juin 2007.

fait usage de son arme de service au cours des échauffourées survenues à la cité de la Grande Borne (11000 habitants, 3600 logements). […] *Cette blessure par balle est le plus grave des incidents survenus dans la journée de mardi; en milieu d'apres midi, un CRS avait été légèrement blessé et des jeunes de 19 et 20 ans interpellés lors d'échauffourées entre des groupes de cinq ou six personnes très mobiles et la police. Vers 23 heures deux incendies se sont déclarés, endommageant en partie l'école maternelle de Montgeron et brûlant quatre véhicules situés sur le parking du garage situé à Grigny, en face de la cité* ». *Libération* du 10 mai 2007.

LE CAPITALISME MODERNE EST SAGE

Il se sait plus prospère quand il fonctionne avec des institutions « démocratiques », qu'il envoie le peuple élire ses propres représentants sur les bancs des assemblées législatives et qu'il le fait même voter [...] pour l'élection présidentielle. Les dirigeants capitalistes ne se soucient ni du fonctionnement, ni du résultats des élections, peu leur importe que ce soit le programme républicain ou démocrate qui l'emporte. Quelle différence à leurs yeux? Quel que soit celui que tu éliras, il agira de toute façon en faveur de « l'ordre public », pour maintenir le système en l'état. Le principal souci des autorités en place est que le peuple continue de faire confiance au système existant et de le soutenir. C'est pour cela qu'ils dépensent des millions dans des écoles, des lycées et des université qui « t'apprendront » à croire au capitalisme et au gouvernement. Les politiques et les politiciens, les gouverneurs et les législateurs ne sont que des marionnettes entre leurs mains. Ils veilleront à ce qu'aucune législation à l'encontre de leurs intérêts ne soit adoptée. De temps en temps, ils feront semblant de s'opposer à certaines lois et d'en défendre d'autres, pour que leur jeu continue de t'intéresser. Mais quelles que soient les lois votées, tes maîtres prendront soin de ne pas nuire à leurs affaires, et leurs avocats grassement payés sauront comment tourner les lois en faveur du grand capital, comme le prouve l'expérience quotidienne. [...] Mon ami, est-il besoin de te parler de la corruption et de la débauche des politiques, des tribunaux et de l'exercice infâme de la « justice » auquel ils se livrent? [...] Ce serait faire insulte à ton intelligence que de s'attarder sur ces événements connus dans le monde entier, parce qu'ils sont une partie intégrante de la vie politique et dans tous les pays. Le plus grave, ce n'est pas que les politiciens soient corrompus et que l'exercice de la justice soit inéquitable. Si c'était là notre seul souci, alors nous pourrions peut-être essayer, tout comme le réformiste, de « purifier » la politique et de travailler à rendre l'administration judiciaire « plus équitable ». Mais ce n'est pas là que réside le problème. Le vrai problème ce n'est pas la corruption des politiques, mais le fait que le système politique lui-même soit pourri. Ce ne sont pas les erreurs dans l'application de la loi, mais le fait que la loi elle-même soit un instrument utilisé pour asservir et opprimer le peuple. Le système judiciaire et gouvernemental tout entier n'est qu'une machine programmée pour maintenir en esclavage les travailleurs et s'approprier le fruit de leur labeur. Toute réforme « sociale » dont l'application dépend de la loi et du gouvernement est donc forcément vouée à l'échec.

Extrait de Alexandre Berkman,
Qu'est-ce que l'anarchisme?,
Paris, L'Echappée, 2005 [1929], 258 p.

seconde. Les formes que se donne le capitalisme ne dépendent pas plus des préférences des salariés que des intentions de la bourgeoisie. Weimar a capitulé devant Hitler, elle lui a ouvert les bras. Et le Front Populaire de Blum n'a pas "évité le fascisme", car la France de 1936 n'avait nul besoin d'unifier autoritairement son capital ni de réduire ses classes moyennes. Il n'existe pas de "choix" politique auquel les prolétaires pourraient être conviés ou s'inviter de force. La démocratie n'est pas la dictature, mais la prépare et s'y prépare. […]

La démocratie bourgeoise est une étape de la prise du pouvoir du capital, et son extension au XXème siècle en parachève la domination en accentuant l'isolement des individus. Remède à la séparation entre homme et communauté, entre activité humaine et société, entre classes, la démocratie ne pourra jamais résoudre le problème de la société la plus séparée de l'histoire. Forme impuissante à modifier son contenu, elle n'est qu'une partie du problème dont elle se dit la solution. Chaque fois qu'elle prétend mettre du "lien social", elle accompagne sa dissolution. Chaque fois qu'elle pallie les défaillances marchandes, c'est en resserrant les mailles du filet étatique tendu sur les rapports sociaux. Même au niveau désespérément résigné où ils se placent, les antifascistes pour être crédibles devraient nous expliquer en quoi une vie démocratique locale est compatible avec la colonisation mercantile qui vide les lieux de rencontre et remplit la galerie marchande, ou comment un Etat omniprésent dont on attend tout, protection et assistance, véritable machine à produire du "bien" social, ne fera pas "le mal" le jour où des contradictions explosives exigeront de remettre de l'ordre. Le fascisme est adulation du monstre étatique, l'antifascisme sa plus subtile apologie. Combattre pour un Etat démocratique, c'est inévitablement consolider l'Etat, et au lieu d'extirper les racines du totalitarisme, aiguiser les griffes qu'il projette sur la société.

Extrait de Gilles Dauvé,
Quand meurent les insurrections,
Montréal, La Sociale, 2000, 94 p.

LA DEMOCRATIE, QUELLE CONNERIE !

Aller voter ou pas, qu'est-ce qu'on en a à foutre ?!
L'important n'est pas ce que l'on va faire un dimanche par-ci, par-là (voter, s'abstenir politiquement, oublier, aller à la pêche…), mais ce qu'on fait tout le reste de l'année, tout le reste de notre temps, de notre sur-vie.

Choisir ? Entre 2, 3, 12 candidats de merde ? Alors qu'on sait fort bien qu'au fond (malgré des nuances, des méthodes, des temporalités évidemment différentes) c'est la même politique qui doit et va s'appliquer ? Même Lula au Brésil (une sorte Bové ouvrier, rouge, mais avec plus de bedaine), une fois élu président, a mené une politique libérale qui fait saliver les Juppé, Jospin, Raffarin, Villepin, FMI et compagnie !

Ce qui est terriblement révélateur avec ces élections, ce n'est pas qu'un (ou deux) candidat(s) fascistoïde(s) risque(nt) d'être élu(s), mais bien que la moitié des électeurs (45 à 55 % on va pas chipoter) vont voter pour lui… et parmi eux nombre d'ouvriers, de prolos, d'immigrés d'autres générations (comme on dit)… qui seront parmi ses premières victimes… Vous me direz ils n'ont pas le choix puisqu'ils seront aussi les premières victimes de l'autre candidat…
On peut au moins choisir son bourreau, ce n'est pas négligeable. Non ?

S'abstenir ? Considérer comme totalement extérieure et inintéressante cette mascarade est bien compréhensible, mais de là à faire de l'abstention un projet politique, c'est accorder bien trop d'importance à cette chose. Faire campagne pour l'abstention, c'est opposer une campagne anti-électorale à une campagne électorale. C'est rester dans le champ de compréhension de l'adversaire. C'est se positionner à la gauche de l'extrême-gauche alternativiste et citoyennarde, c'est jouer le jeu avec ses règles… espérer que l'abstention atteigne 51 ou 100 %… comme si le capitalisme allait du coup s'effondrer ! N'importe quoi lui !

Les élections sont les temps forts incontournables de la démocratie qui s'est révélée le meilleur mode de gestion politique du capital. **Il faut bien forcer les gens… à y croire.**
Il est normal que ce système s'étende progressivement à l'ensemble de la planète, normal que les Etats-Unis le propagent via sa CIA à grands renforts de coups-d'états (dits « *révolutions oranges* ») mêlant au passages associations citoyennistes, mafias et organisations d'extrême-droite.
Car la démocratie est la marchandise idéale, le moyen de tout nous faire avaler puisque c'est elle qui est sensée nous protéger du fascisme (tout bon lecteur de tract à appris cela à l'école de la République). Avec elle, tout devient possible,

La démocratie n'est pas la dictature, mais la prépare et s'y prépare

L'Etat démocratique tentaculaire mis en place après 45 […] se donne potentiellement tous les moyens du fascisme, sinon davantage, car il neutralise les organisations salariales sans les anéantir. Le parlement a perdu son contrôle sur l'exécutif. Par le Welfare ou le Workfare, par les techniques modernes de surveillance comme par l'assistanat étendu à des millions d'individus, bref par un système qui rend chacun de plus en plus dépendant, l'unification sociale va au-delà de celle effectuée sous la terreur fasciste, mais le fascisme en tant que mouvement spécifique a disparu. […]

La dictature n'est pas une arme du capital, comme s'il pouvait y substituer d'autres moins meurtrières: mais une de ses tendances, qui se réalise dés que nécessaire. "Revenir" à la démocratie parlementaire, comme en Allemagne après 45, signifie que la dictature est inutile (jusqu'à la prochaine fois) en tant qu'intégration des masses à l'Etat. Le problème n'est donc pas que la démocratie assure une domination plus douce que la dictature: chacun préférera être exploité à la suédoise qu'enlevé par les sbires d'un Pinochet. Mais a-t-on le choix ? Même la rassurante démocratie scandinave se transformerait en dictature s'il le fallait. L'Etat ne peut avoir qu'une fonction, qu'il remplit démocratiquement ou dictatorialement. Que la première manière soit moins rude, ne signifie pas que l'on pourrait infléchir l'Etat pour le contraindre à se priver de la

avons, les haines qui nous tiennent n'ont pas besoin, [elles], *de justifications éternelles* »*. D'une manière ou d'une autre, les opprimés ont toujours essayé et essaierons jusqu'à la destruction de ce qui les tient en esclavage, de reprendre le contrôle de leur vie.

> « *Une civilisation étouffée par les contradictions qu'elle-même engendre, victime de ses propres poisons, a commencé à mourir et s'est suscitée comme ennemis tous ceux qui ne consentaient pas à la suivre dans sa fin. C'étaient ceux-là même qui souffraient de sa puissance et qui n'avaient jamais partagé sa bonne santé. Tout le drame se joue entre la bourgeoisie et le prolétariat* »*.

Quand des voitures crament, que des permanences électorales sont brûlées, des bureaux de vote attaqués, ce sont autant de coups de trique que reçoivent les bien-pensants, les faiseurs d'illusions, les fabricants d'armes pour exploiter, les garants et les chiens de garde du capitalisme… si nombreux que le feu ne peut que continuer de se propager… et c'est tant mieux.

Tata Zaza

* Paul Nizan, *Les Chiens de garde*, Marseille, Agone, 2001 [1960], 189 p.

Discours de Durruti Barcelone 1932

Les socialistes et les communistes disent que nous abstenir aux élections, c'est favoriser le fascisme, mais comme nous avons toujours dit que l'Etat est un instrument d'oppression au service d'une caste, nous restons fidèles a nous mêmes. Et comme nous pensons que le mouvement de libération doit toujours faire face à I'Etat voilà pourquoi nous prônons l'abstention électorale active. Active, c'est à dire que, tout en nous abstenant de la stupidité électorale, nous devons rester vigilants dans les lieux de production et dans la rue. Les vrais bandits, les vrais malfaiteurs, ce sont les politiciens qui ont besoin de tromper et d'endormir les ouvriers en leur promettant la semaine des quatre jeudis en leur arrachant un vote qui les porte au parlement et leur permette de vivre en parasites de la sueur des ouvriers. Lorsque nos camarades députés socialistes ont eux aussi uni leurs voix à cette cohorte d'eunuques, ils ont montré leur vrai visage. Car il y a de nombreuses années qu'ils ont cessé d'être des ouvriers, et par conséquent des socialistes. Ils vivent de leur activité de député. Que les républicains socialistes le sachent : ou bien ils résolvent le problème social, ou bien c'est le peuple qui le résoudra. Nous pensons que la République ne peut pas le résoudre. Aussi, disons nous clairement à la classe ouvrière qu'il n'y plus qu'un dilemme: ou mourir comme des esclaves modernes, ou vivre comme des hommes dignes par la voie directe de la révolution sociale. Vous donc, ouvriers qui m'écoutez, sachez à quoi vous en tenir. C'est de vous que dépend le changement du cours de votre vie.

même le pire… et l'histoire nous montre plutôt que c'est la démocratie qui en général prépare le terrain et ouvre la porte au fascisme ! Rien donc de très étonnant à la dérive sécuritaire fascisante à laquelle nous assistons depuis pas mal d'années déjà, un virage nécessaire pour l'économie, les finances, le capital… pour éviter que les prolos ne cherchent à en découdre. Un virage bien négocié par la droite et la gauche…

La démocratie n'est que l'un des outils du capital, c'est bien en cela qu'elle peut mériter un peu d'intérêt. Il faut connaître ses ennemis, son ennemi. La démocratie est un très bon moyen d'entretenir et de camoufler la division de la société en classes dont la contradiction serait gommée, absorbée, par la concertation. Elle n'est pas une simple idée dont il s'agirait de dénoncer la fausseté mais une réalité au cœur des rapports sociaux capitalistes. Donc, sauce démocratique ou fasciste, libérale ou welfariste, l'exploitation ne change pas et la lutte des classes continue.

La démocratie doit donc être combattue et elle l'est.

Lorsqu'une grève éclate, elle l'est. Lorsqu'elle se propage, elle l'est. Lorsqu'un quartier s'enflamme, aussi. Elle l'est parfois de manière plus directe et consciente. Ainsi, depuis février, se sont plus d'une vingtaine de permanences électorales qui ont été attaquées (UMP, PS, PC, Verts dans l'ordre d'arrivée, au moins trois ont cramé) ainsi que des bureaux de vote sabotés. Les médias nationaux, sévèrement consignés, font de leur mieux pour étouffer ces événements pour éviter d'attiser le feu (comme en novembre 2005). En d'autres temps et d'autres lieux, d'autres symboles/outils de l'oppression ont été les cibles de la rage des prolétaires (mairies, commissariats, écoles, usines, supermarchés, lieux de culte, etc.)… des actes qui naissent de la rencontre d'un peu de conscience de classe et d'une bonne dose de courage physique… des actes qui parlent d'eux-mêmes.

On n'oubliera donc pas qu'aujourd'hui, 1er mai, journée de lutte internationale des travailleurs, deux gars sont en train de pourrir dans la prison d'Avignon/Pontet pour avoir incendié le local du PS d'Avignon le 31 mars dernier. **On n'oubliera pas que lundi prochain, les élections passées, ils se retrouveront, avec tant d'autres, enfermés dans les geôles d'un état démocratique fascisant, ni brun, ni rouge… mais rose ou bleu.**

A BAS LA DEMOCRATIE ! A BAS LE CAPITAL !
GROS BISOUS, VIVE L'ANARCHIE
ET VIVE LE COMMUNISME !

Des pêcheurs et pécheresses à la ligne de classe.

Tract distribué à Avignon lors de la manifestation du 1er mai 2007.

A FOND LA CAISSE

Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais au moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera, et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois.

Octave Mirbeau

Un soir de farce électorale. Les citoyens sont allés en masse élire leur nouveau maître. Et comme derrière chaque citoyen se cache un flic, ils ont placé en tête celui qui leur promettait le plus d'ordre.

Une nuit de premier tour. Un 22 avril à Montpellier. Si le bourgeois — de gôche comme de droite — ne se souvient des anarchistes que lorsqu'il a besoin d'une explication à la révolte qui gronde ou quand les armes de la critique commencent à l'effrayer, certains savent bien — eux — que les mots ont encore du sens. Et que l'abstention n'est pas forcément qu'un slogan creux de résignés à laisser d'autres tenter de gouverner leur vie.

La démocratie n'est en effet pas seulement ce régime interchangeable avec la dictature selon les besoin du capitalisme, c'est également des hommes, des structures et des rapports sociaux. C'est aussi un système de communication de masse comme la télévision dont les relais ont été sabotés dans la région de Millau au soir du premier tour. C'est aussi des bureaux de vote, comme ceux dont l'ouverture a été retardée à Marseille, Lille ou Paris. C'est aussi un système

alliance des penseurs en mal de pouvoir et des puissances en mal de pensée vise à élaborer une canalisation des esprits. Grâce à cette complicité des « penseurs », l'Etat peut espérer parvenir à contrôler la société dans sa *totalité*. Tous les espaces-temps qui découpent notre (sur)vie doivent être les relais de l'idéologie de l'Etat donc du capitalisme. Les agissements doivent être l'exécution de ses ordres ; les pensées une adhésion à ses dogmes. Toute vie humaine doit intégrer un schéma répondant aux nécessités du capitalisme, schéma qui se répète et se reproduit ; il est seulement nécessaire à l'Etat d'en perfectionner la régulation afin de pallier à ses failles, ses contradictions.
S'appropriant le temps et l'histoire, les dominants et leurs chiens de garde garantissent mythiquement la permanence et l'universalité de nos vies d'opprimés. Les couples ne reproduisent pas la force de travail, ils fondent des familles ! La France n'importe pas de la main-d'œuvre, elle est une « terre d'asile » ! Elle n'est pas communautariste mais multiculturelle ! Les programmes scolaires ne sont pas élaborés pour inculquer la servilité mais pour transmettre la citoyenneté ! La vidéosurveillance ne vise pas le contrôle de la société, elle garantit sa sécurité ! Les grandes messes patriotes ne gratifient pas les despotes, elles célèbrent la République ! La télévision n'est pas aliénation mais divertissement ! Derrière tous ses mensonges, la réalité du capitalisme est que toute activité et pensée humaines tendent à avoir un unique *sens*: l'exploitation de la force de travail.

Si, dans la plupart des états capitalistes, il n'est pas nécessaire actuellement à la classe dominante d'établir son pouvoir par la dictature, c'est parce que la démocratie offre ce visage de consensualisme, cette *illusion* du choix. Et cela grâce aux mythes et idéalismes, aux « raisons d'être » que fabrique, jette et renouvelle la philosophie, machine à produire des mensonges, « *système d'illusions que l'histoire du siècle a formé et qui nie que ce monde puisse mourir* »*. Grâce aussi aux partis et syndicats qui captent, cristallisent et canalisent l'opposition.

Pour autant, la permanence de ce système n'est pas garantie car « *les colères que nous*

Mort à la démocratie

L'Etat […] est une mise en forme de la domination. Il est la sanction et la perpétuation d'un rapport de force […]. Ce rapport de force est fondé sur des éléments très concrets et très matériels. Il est celui qui donne à certains groupes humains la maîtrise de la puissance sociale, la position de force, si l'on veut, dans les rapports sociaux collectifs qui se sont institués dans une société donnée. Ce ne sera une révélation pour personne que de dire que le rapport social qui institue la société mondiale actuelle est le rapport social capitaliste. Dans ce rapport, il y a un pôle dominant, qui est la classe capitaliste, et un pôle dominé, les classes exploitées. La démocratie, en tant que régime particulier de l'Etat, n'est rien d'autre qu'une des modalités possibles de la mise en forme de la domination capitaliste. [Quant au] débat qui oppose les tenants de l'interventionnisme d'Etat et ceux de l'ultralibéralisme [il] est un débat interne au capital. Il ne s'agit que de savoir comment le capitalisme fonctionnera le mieux.

La dénonciation convenue de « l'ultralibéralisme », qui à présent constitue le discours standard de la gauche dite « radicale », se résume le plus souvent à un appel à la tutelle protectrice de l'Etat contre les puissances de l'argent. Une telle position […] propose [ce qui] est la source même du mal. L'Etat, démocratique ou non, comme puissance de domination, est, a toujours été et sera toujours l'allié du capitalisme et de l'exploitation.

Extrait de Léon de Mattis,
Mort à la démocratie,
Paris, L'Altiplano, 2007, 130 p.

intérêts de tous, et par voie de conséquence, tout ce qui pourrait être fait à son encontre serait criminel.

Or les mutineries, les désertions, les grèves, blocages, sabotages et autres résistances, sont autant de désobéissances qui montrent que les exploités ne sont pas toujours dupes de leur instrumentalisation. L'Etat français (son sens, sa structure et sa fonction) est voué à la concentration et la protection des intérêts, des plans, des biens de la classe dominante.

> « *Pour cela il* […] *ne requiert point uniquement l'exercice des forces brutales de ses juges, de ses militaires, de ses fonctionnaires et de ses policiers. Il requiert encore des moyens plus subtils de domination. Il n'est pas toujours nécessaire de combattre et d'abattre par la force des adversaires déclarés : on peut les persuader d'abord. C'est pourquoi le pouvoir répressif est doublé par le pouvoir préventif. C'est pourquoi un Etat bien fait s'adjoint des organes du pouvoir spirituel* »*.

Philosophes avançant des raisons de valeurs universelles à nos actes, notre labeur, notre consommation, notre mariage, notre procréation, à notre vote, etc. Professeurs enseignant l'ordre et la discipline, appliquant les programmes confectionnés par les historiens-chercheurs de mythes. Chaque parti candidat au pilotage de la machine étatique sait s'adjoindre une vedette intellectuelle, un penseur séduisant… Cette fonctionnel aux besoins actuels du Capital, dont plusieurs représentations ont connu des départs de feu à Toulouse. C'est aussi des permanences électorales de partis politiques de tous bords comme celles qui ont été brisées, saccagées ou incendiées un peu partout. Et ce sont surtout des bourgeois qui exploitent, contrôlent, bombardent, affament, incarcèrent, massacrent, légifèrent et sacrifient tout individu et son environnement au nom de leurs profits.

Alors, lorsqu'un lendemain de premier tour à Montpellier, quatre de ces individus — « anarchistes » selon le torchon local — sont arrêtés pour avoir brûlé des tas de ferraille « de bourgeois », il nous importe peu de savoir s'ils en sont ou pas les auteurs. Dans cette guerre sociale, il n'y a en effet — comme sur une barricade — que deux côtés. Et ces quatre-là sont assurément du nôtre, de celui de ceux qui refusent la bouffonnerie électorale, accusés d'être cohérents avec leur rêve de liberté, accusés de mettre en pratique leur révolte.

Et si cette tôle fumée ne change pas la face du monde, tant que des moutons choisiront en masse le bourgeois qui les bouffera le Capital pourra dormir tranquille, il reste que ce n'est ni en condamnant ces incendies ni en les ignorant que l'on avancera vers cette insurrection qui brisera nécessairement les carcans de la légalité étatique. Au contraire !

Quentin est désormais incarcéré à Villeneuve-les-Maguelone, les trois autres sous strict contrôle judiciaire. Tous quatre sont sous enquête, et le juge d'instruction leur a collé pas moins qu'une « bande organisée » pour tentatives de dégradations par incendie, dégradations par incendie et détention ou transport de substances ou produits incendiaires ou explosifs. Moyen commode pour tenter d'éliminer pour de longues années des individus rétifs au cauchemar policé des notables du coin.

Il revient donc à chacun de leur exprimer sa solidarité de la manière qu'il jugera la meilleure.

Liberté pour toutes et tous !

Texte publié dans *Cette Semaine*, n° 92, mai 2007, p. 2.

LE PROBLÈME CE N'EST PAS LA LUCIOLE MAIS BIEN LA NUIT

Depuis au moins deux ans, des émeutes de novembre 2005 à l'élection présidentielle de mai 2007 pour schématiser, l'antagonisme quotidien se fait plus intense et ouvert, prenant à la fois prétexte de « mouvements sociaux » comme le CPE ou l'actualité particulière de certaines villes (un tabassage à Rouen, la rébellion face à un contrôle gare du Nord ou plus récemment l'assassinat de Lamine à Paris), tout en saisissant aussi des occasions comme l'élection présidentielle.

Dans ce cadre, les attaques anonymes deviennent paradoxalement plus visibles et le pouvoir a tôt fait de les réduire à un milieu politique qualifié d'anarchiste, autonome ou d'ultra-gauche, en fonction du degré de confusion qui règne dans le crâne des keufs qui dictent l'article aux journaleux de service. Un texte italien disait il y a quelques années que « les lucioles, on les voit parce qu'elles volent la nuit. Les anarchistes font de la lumière aux yeux de la répression parce que la société est grise comme la pacification. Le problème, ce n'est pas la luciole, mais bien la nuit ». La différence actuelle n'est pas que le brouillard de la pacification se soit levé, mais que les lucioles se sont multipliées.

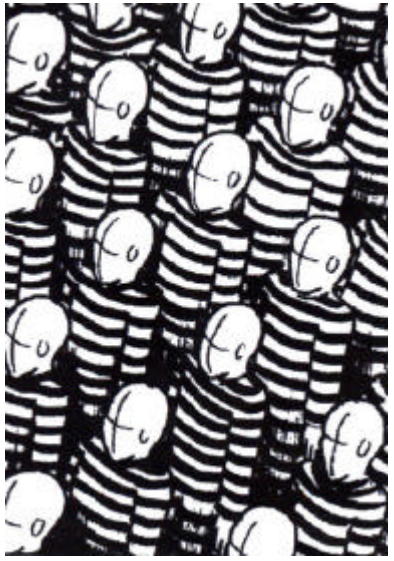
Ce serait cependant une erreur de penser qu'il faille cesser d'affirmer publiquement ce que nous avons toujours dit parce que la répression commence à pointer médiatiquement sa sale gueule, de faire profil bas comme l'exige l'Etat en agitant son épée de Damoclès, ou de voir dans cette mise en lumière involontaire une quelconque reconnaissance implicite de notre force par l'ennemi, comme on a pu parfois l'entendre. Le pouvoir a ses logiques qu'on peut tenter d'analyser, mais qui restent les siennes, selon des éléments qu'on ne connaît pas ni ne maîtrise, et qu'on ne peut de toute façon totalement comprendre, à moins d'être capable de raisonner comme lui, ce que seuls des esprits contaminés par le virus autoritaire pourront faire. Les autres sont soit des prétentieux soit des menteurs.

Par ailleurs, plusieurs compagnons et camarades sont tombés dans différentes villes pour des faits spécifiques. Malgré quelques initiatives de solidarité bienvenues (tracts/articles, bouffes, cotises/caisses, compils ou concerts par exemple), il nous a semblé que personne, nous compris bien

DES CHIENS DE GARDE À PLUS SAVOIR QUOI EN FLAMMER !

Dans la rue des Bons-Enfants
Viande à vendre au plus offrant
Y'avait un commissariat
Et maintenant il n'est plus là
Une explosion fantastique
N'en a pas laissé une brique
On crut qu'c'était Fantomas
Mais c'était la lutte des classes.

Des QG de partis, des permanences électorales, des commerces, des bureaux de vote, des amphis, des écoles, des commissariats, (pas que dans la rue des Bons-Enfants !), des prisons et autres centres de rétention, des HP, des boîtes d'interim, des ANPE et autres attrapes-moutons… Des chiens de garde à plus savoir quoi en foutre, mais pas que des moutons par troupeaux…



Le capitalisme repose actuellement, dans une large part des états, sur une gestion politique de la société nommée « *démocratie représentative* ». Cette démocratie s'est imposée comme modèle incontestable, incontournable en se fondant sur un ensemble de valeurs bourgeoises dont il est dit qu'elles sont universelles.

> « *Ne parlent-ils pas de liberté, de justice, de raison, de communion ? Ne se mettent-ils point sans cesse dans la bouche les mots d'«* humanisme *» et d'«* humanité *» ?* […] *C'est ainsi qu'ils font la théorie de la pratique bourgeoise, qu'ils font la métaphysique de l'univers auquel le bourgeois tient.* […] *Ses fonctions économiquement, politiquement dirigeantes exigent d'être complétées et garanties par des fonctions spirituellement dirigeantes. Directeurs d'entreprises. Directeurs de conscience.* »*

Le développement et le maintien du mythe de l'indépassabilité de la démocratie comme mode de fonctionnement de la société humaine, s'organisent à travers un ensemble d'institutions, de rouages économiques, intellectuels, culturels etc., tous actifs politiquement, à travers une multitude de « *chiens de garde* ». Grâce à eux, l'Etat se pose et s'impose comme l'objet absolu pour tous ses sujets. Aussi, servir la prospérité, la grandeur, la puissance de l'Etat reviendrait-il à défendre les

ANALOG. ETAT DEMOCRATIQUE : Plutôt que de l'insignifiant verdict des urnes, la démocratie représentative tire sa légitimité de l'incapacité de l'*homo economicus* à influer sur sa propre existence et ses rapports sociaux. L'Etat démocratique a pour rôle de réduire à l'impuissance tous ceux qui sont tentés par les transgressions des ordres de l'économie, en diluant leurs exigences dans le triomphe général de la servitude volontaire – en les châtiant durement si besoin. A noter que le poids des lobbies, les lourdeurs bureaucratiques et le pouvoir des spécialistes sont autant de facteurs structurels qui rendent d'autant plus inopérants les principes angéliques du dogme démocratique. **TOTALITARISME DEMOCRATIQUE** : Tout le bluff du pouvoir démocratique consiste à justifier son universalisme conquérant par l'éventail de libertés formelles qu'il garantit juridiquement. Il est vrai qu'il peut se targuer d'avoir ébranlé les despotismes orientaux et d'avoir écrasé ou amené à résipiscence les déviations dictatoriales du capitalisme – tous exploits inlassablement ressassés par ses thuriféraires. Le dogme démocratique fonctionne, dans leur bouche, sur le mode binaire qui caractérise l'univers mental totalitaire : ceux qui ne sont pas « pour la démocratie » sont forcément « pour le totalitarisme » et leurs activités sont « terroristes ». Dans la société démocratique, l'uniformité culturelle que véhiculent les médias engendre une hébétude névrotique de la masse des spectateurs. On peut acheter des centaines de journaux qui tous disent la même chose ; on peut y assister à des joutes acharnées entre politiciens et entre entrepreneurs qui tous défendent des programmes ou vendent des marchandises interchangeables. En réalité, tout y est permis mais rien n'y est possible, hors des règles truquées du marché. **UTOPIE DEMOCRATIQUE** : Le fin mot de l'histoire et son mot de la fin. Pour les utopistes démocrates, la démocratie est aussi « naturelle » que l'économie qui en impose la nécessité et se confond avec elle, les hommes cessant d'être des sujets de leur histoire et constituant une communauté planétaire d'êtres-marchandises ; l'un d'entre eux, F. Furet, a pu ainsi écrire que « la loi démocratique n'ayant rien au-dessus d'elle, ne comporte aucun tribunal d'Appel (…) Le pouvoir démocratique élimine la notion même de droit de résistance ». Le droit d'asile servait aux démocraties à faire la leçon aux autres régimes. Mais celui qui a contrevenu aux lois d'une démocratie ne trouvera bientôt plus asile nulle part. décrété « délinquant » ou « terroriste », on lui fera vérifier qu'au-delà de la démocratie, il n'y a plus rien, que la prison ou la mort.

Quelques **PROVERBES** démocratiques : « *Liberté* [pouvoir d'achat] *Egalité* [entre marchandises] *Fraternité* [au sein de ces étranges et fastidieuses communautés que composent les *employés*, les *usagés*, les *embouteillés*, les *vacants sciés*, etc.] » ou encore « *IBM® c'est tout* » et autres « *Coca-Cola® c'est ça* ».

Usage **PEJORATIF** « *Va donc, eh démocrate !* » (retourne brouter en attendant les consignes du maître) « *Pauvre démocrate* » (gogo d'entre les gogos).

Texte publié dans *Mordicus*, n° 1, décembre 1990.

sûr, n'a réussi à développer de réponse qui soit à la hauteur de l'enjeu. La question n'est en effet plus de jouer au chat et à la souris, selon une habitude liée à l'absence de répression collective spécifique à laquelle nous avions fini par nous habituer, ni de prendre prétexte de l'isolement ou du caractère «privé» des situations particulières, mais de se rendre compte que quelque chose est en train de changer : l'Etat est en train d'ajouter, comme il l'a toujours fait par le passé lorsqu'il l'a cru bon, la dimension d'une répression politisée (et non pas politique, car toute répression est sociale, donc politique, comme l'est aussi tout prisonnier). Il ne s'agit pas ici de pleurnicher sur nos insuffisances, mais d'affirmer — parce qu'il est toujours temps (de nombreux procès doivent par exemple encore se tenir, des instructions judiciaires sont encore ouvertes dans plusieurs villes) — qu'il devient urgent de dépasser les vieilles logiques.

S'il y a d'un côté ceux qui pensent échapper aux coups de l'ennemi en fermant leur porte après avoir pourtant déjà témoigné publiquement de leur antagonisme, se croyant peut-être plus rusés que l'Etat malgré les moyens de contrôle dont il dispose, il y a surtout d'un autre côté ceux qui pensent qu'il « ne faut pas tendre le bâton pour se faire battre », croyant peut-être que ce ne sont pas les rapports de force qui nous protègent le mieux et brisent l'isolement des compagnons arrêtés. Le débat n'est alors pas comment sortir du collimateur (qui a pu se traduire par des perquisitions, des convocations devant le juge ou des filatures), mais comment relier dans la praxis la pression et la répression qui s'exerce contre nous à celle qui touche l'ensemble des rebelles, tout en continuant à s'inscrire dans l'antagonisme diffus. Non pas en se présentant comme des innocents ou des victimes – à quoi d'autre que la répression peut s'attendre un rebelle ou un révolutionnaire, une médaille ? –, mais en continuant d'affirmer nos idées et pratiques au sein de la guerre sociale et des luttes, tout en revendiquant nos compagnons incarcérés parmi tous les autres exploités révoltés qui tombent au quotidien.

Le débat reste ouvert, au-delà des limites que comporte nécessairement un tel texte, pour autant qu'il y ait débat et que l'on puisse enfin sortir des réflexes conditionnés ou de l'idéologie de la gestion interne d'«affaires courantes» qui n'en sont plus quand par exemple tous les journaux en parlent.

A suivre...

Texte publié dans *Cette Semaine*, n° 93, été 2007.

Le geste était simple, plein en lui-même...

Les stratèges ou même les tacticiens de la lutte de classe diront que c'est une connerie, une grosse connerie. Mais il n'y a pas de lutte de classe sans haine et sans rage. Il n'y a là aucun message, aucun appel, aucune justification, aucun exemple, aucune volonté démonstrative, explicative, aucune démystification. A force d'expliquer les gestes simples qui se suffisent à eux-mêmes, on efface leur sens. Toute contestation qui ne se moule pas dans les habits démocratiques que l'Etat a tricotés pour elle acquiert l'étrangeté de l'évidence.
Il n'y a aucune explication, aucun sens à donner à ce geste, il n'est pas à analyser, c'est lui qui analyse explique ce qu'est la politique.

« *La politique a pour but d'unir les français et non de les diviser.* »

« *La démocratie dépérit quand il n'y a plus de différence entre la droite et la gauche.* »

Nicolas Sarkozy.

Deux phrases contradictoires, une seule et même vérité. Etat, salaire, police, travail, entreprises, vote : de Laguiller à

Le Pen, la démocratie est un régime de *parti unique* qui comme tous les partis uniques contient des luttes de fractions féroces. Les Socialistes ne se sont pas plus éloignés de leurs « idéaux » en licenciant, restructurant, bloquant les salaires, précarisant l'emploi, racialisant les luttes ouvrières (ah ! Mauroy et les grèves de l'automobile en 1983), encourageant la montée du Front National, qu'ils n'en étaient proches en 1881 quand le *possibilisme* devenait leur doctrine officielle. Attaquer les Socialistes ce n'est pas attaquer un parti face à d'autres partis, mais attaquer le *Parti unique*. Un simple tour d'horizon des gouvernements en fonction en Europe montre que le parti unique est actuellement au pouvoir dans la plupart des pays.

Tout gauchiste, qu'il se présente ou non aux élections, considère les élections comme un dévoiement de la lutte de classe. Mais, la démystification est un moment de la mystification car elle ne la comprend pas comme nécessaire et matérielle .
La classe dont ils parlent et au nom de laquelle ils se présentent est par définition, elle-même, une détermination du mode de production capitaliste et ils se gardent bien de vouloir que cela cesse. Démystifier, c'est chercher à savoir comment la religion, la politique, la démocratie, l'économie, relient les individus, or, ce dont il s'agit, c'est de comprendre pourquoi le lien des individus particuliers, définis dans un mode de

DEMOCRATIE

UNE DÉFINITION MORDICANTE

ETYMOL. La *dêmokratia* à Athènes régissait une communauté de 70 000 citoyens libres [et mâles], petits et grands propriétaires que déchiraient des luttes féroces mais qui exerçaient une domination implacable sur 500 000 esclaves, une proportion qui n'a guère varié au fil des millénaires. Le terme revient en usage aux XVII^{e} et XVIII^{e} siècles dans le vocabulaire des théoriciens des Lumières qui l'opposaient à « autocratie » et à « aristocratie ».

HIST. A l'époque de la Révolution bourgeoise, le mot représentait l'aspiration des nouvelles classes possédantes à accéder au pouvoir politique avec l'appui du « peuple ». Quitte, une fois la victoire acquise, à réprimer dans le sang, et au nom du consentement général, les pauvres qui ne se satisfaisaient pas de la simple liquidation des archaïsmes féodaux et dont les turbulences menaçaient les nouvelles normes juridiques et sociales. Au fur et à mesure que le salariat s'est étendu à toute la société, le mouvement ouvrier a repris à son compte l'exigence démocratique. La régulation démocratique, appliquée aux conflits d'intérêts comme aux antagonismes de classes, a facilité le développement des forces productives et permis d'achever la soumission de zones entières de la planète à la logique économique. Les habitudes démocratiques et égalitaires du mouvement ouvrier ne lui ont plus suffi pour surmonter la complexité des rapports de force ; érigées en dogme dans les pays industrialisés, elles ont bien souvent isolé les minorités agissantes et paralysé les projets de dépassement dans les moments insurrectionnels ou dans les phases de déliquescence de la bourgeoisie.

GEOGR. Le système démocratique se répand au fur et à mesure que les formes moins subtiles de domination montrent leur infériorité dans la production de marchandises. De Bogota à Séoul, des masses d'hommes se sont faits tuer pour que triomphe l'esprit démocratique sous la forme exprimée par un candidat heureux aux élections polonaises : « La seule démocratie, c'est celle de l'argent ». Dans le pays phare de la démocratie, les USA, il faut rouler sur l'or pour représenter les pauvres. Cinquante pour cent de la population ne vote d'ailleurs pas. Le modèle américain triomphe dans les pays de l'Est où, d'ores et déjà, le pourcentage d'abstention est très élevé.

SENS ACTUEL. Sous la dictature de l'économie, le terme désigne un système où les consommateurs *plébiscitent* des marchandises tandis que les électeurs se font *vendre* les candidats à la représentation politique. « *La démocratie est le voile qui rend invisible le rapport capitaliste dans ce qu'il a de plus abject* » (A. Bonvi).

SYN. Raie publique, démocrature, Disneyland, meilleur des mondes, royaume des aveugles.

ANT. Communauté humaine, horde, phalanstère.

DÉMOCRATIE

UNE DEFINITION ANARCHISTE

La démocratie est une des formes de la société capitaliste et bourgeoise. La base de la démocratie est le maintien des deux classes opposées de la société moderne : celle du travail et celle du capital, *et leur collaboration sur le fondement de la propriété capitaliste privée*. L'expression de cette collaboration est le Parlement et le Gouvernement national représentatif.

Formellement, la Démocratie proclame la liberté de la parole, de la presse, des associations, ainsi que l'égalité de tous devant la Loi. En réalité, toutes ces libertés ont un caractère très relatif : elles sont tolérées tant qu'elles ne contredisent pas les intérêts de la classe dominante : la bourgeoisie.

La Démocratie maintient intact le principe de la propriété capitaliste *privée*. Par là même, elle laisse à la bourgeoisie le droit de tenir entre ses mains toute la presse, l'enseignement, la science, l'art, ce qui, en fait, rend la bourgeoisie *maîtresse absolue du pays*.

Ayant le monopole dans la vie économique, la bourgeoisie peut établir son pouvoir illimité aussi dans le domaine politique. En effet, le Parlement et le Gouvernement représentatif ne sont, dans les démocraties, que les organes exécutifs de la bourgeoisie.

Par conséquent, la démocratie n'est que l'un des aspects de la dictature bourgeoise, mêlée sous des formules trompeuses de libertés politiques et de garanties démocratiques fictives.

Archinoff

Définition extraite de
l'Encyclopédie anarchiste, 1934.

production déterminé, comme constituant des classes antagoniques, prend la forme nécessaire de la religion, de la politique, de la démocratie ou de l'économie. Le fétichisme de la politique se construit dans le rapport entre l'Etat et les rapports de production devenant société civile. Le fétichisme spécifique du capital est celui des éléments d'un procès de reproduction qui forment un tout mais dont l'indépendance est poussée jusqu'à la personnification : le travail produit le salaire, le capital l'intérêt, de façon aussi naturelle que la terre produit la rente. C'est le mode renversé dans lequel nous nous mouvons à l'aise et sans lequel la « réalité » (la « vraie réalité », comme on dit) n'existerait même pas.
Le fait que le capital soit le pôle qui englobe son rapport à l'autre, le prolétariat, ne signifie pas qu'il parvienne à une organisation totalitaire de la société, telle qu'on se complaît à l'imaginer (il y a peu d'exemples dans l'histoire de régime politique aussi bordélique, fait de centres de pouvoir rivaux, que l'Allemagne nazie, ce n'était pas le *Léviathan* mais *Béhémoth*, si ce n'est l'URSS de Staline), occupant ou annihilant les contradictions qui la fondent. Dans la mesure où le capital englobe le rapport et l'ensemble de la société, la constituant, de ce fait, comme telle, la politique exprime, à ce niveau, intrinsèque à la reproduction du capital, le règlement des contradictions internes à la classe capitaliste et le rapport d'exploitation avec le prolétariat (les contradictions internes à la classes capitaliste peuvent être ramenées à

Il fallait se décider à lutter contre le système

A l'heure actuelle et a l'approche des élections, les travailleurs ne sont pas prêts à lutter eux-mêmes contre le système et à choisir entre la liberté et l'oppression. Selon moi, il fallait se décider à lutter contre le système. Comme les travailleurs ne voulaient rien entreprendre, j'ai voulu faire quelque chose moi-même. Provoquer un incendie me paraissait être un bon moyen. Je ne voulais pas m'en prendre à des individus mais à quelque chose qui appartienne au système. Les bâtiments publics convenaient donc pour cela, comme par exemple le bureau d'aide des chômeurs parce que c'est un bâtiment où se retrouvent les travailleurs. Ensuite l'hôtel de ville parce que c'est un bâtiment qui fait partie du système, et puis le Slot. Ce dernier parce qu'il est situé dans le centre et qu'en cas d'incendie les flammes auraient été visibles de loin. Comme aucun de ces trois incendies n'a pris et que mon geste de contestation n'a rien donné, j'ai choisi le Reichstag, car c'est le point central du système.

Extrait du procès verbal d'interrogatoire
de police de Marinus Van der Lubbe,
2 mars 1933.

un effet de sa contradiction avec le prolétariat). La politique n'écrase pas plus la lutte des classes que les syndicats ne détournent les luttes. Il faudrait supposer que le prolétariat en tant que classe du mode de production capitaliste n'en soit pas une. Tant qu'il demeure une classe de cette société, le prolétariat ne fera jamais sécession, ce n'est pas la plèbe de la république romaine. Le problème actuel est tout autre, il est celui de *l'impossibilité tendancielle à représenter le prolétariat dans la politique*, cela renvoie à sa dégénération par le capital comme acteur légitime de sa reproduction. Disons qu'actuellement, la critique de la démocratie et des élections est le fait même de la reproduction capitaliste à l'intérieur de celle-ci. Le Parti unique ne peut exister que dans la totalité de ses fractions.

L'entreprise de démystification est obsolète, elle est en retard d'une guerre. Le fétichisme structurel de la reproduction capitaliste est toujours vrai et agissant, des problèmes réels se règlent politiquement, c'est à dire au niveau où la classe capitaliste existe comme représentant les *intérêts généraux de la société*, parce que cette représentation est vraie. Le problème actuel de la politique n'est pas qu'elle mystifie mais qu'elle ne contient plus la contradiction entre les classes, dans le cadre de cette mystification , que comme mépris des politiciens, abstention, éclatement de la représentation, comme rejet de la politique à *l'intérieur de la politique*. Se réjouir de l'abstention est une illusion : on ne peut pas, à la manière anarchiste ou radicale, dire d'un côté, que les élections ont peu d'importance et de l'autre se réjouir du nombre d'abstentionnistes comme révélateur d'un niveau de la « conscience de classe ». Rejet de la politique à l'intérieur de la politique que tous les candidats intègrent à leur propre définition de candidat *politique* (la fortune médiatique et sondagière de Ségolènne Royal est un exemple à méditer, tout comme le « succès » de Bayrou, ou le paroxisme politique paradoxal de Sarkozy). Forme peut-être transitioire mais le succès, partout dans le monde, des amuseurs télévisuels et des démystificateurs gauchistes est maintenant la forme la plus avancée sous laquelle se présente la politique dans le cadre de la politique telle qu'elle existe dans la société capitaliste présente.

Nous n'avons rien à faire des entreprises de démystification qui supposent toujours l'existence d'une réalité saine sous la mystification. Un voile à déchirer pour faire apparaître *la vraie réalité réelle*, comme les candidats parlent de « la vraie vie » ou des « vrais gens ». Nous serions dans le même registre et ne ferions que redoubler ce que la politique dit elle-même maintenant sur elle-même. Enfin, la critique qui veut démystifier la politique en disant qu'elle ne fait qu'entériner les nécessités du capital oublie une chose : ces nécessités, parce qu'elles sont les nécessités du capital devant les intérêts généraux de la société, *passent par la politique* (depuis Machiavel qui fit la théorie de cette chose extraordinaire qu'est le « pouvoir exécutif » qui a tout mais théoriquement n'est rien, c'est une chose entendue).

Le geste était simple, plein en lui-même, sans références, au-delà de la démystification militante.

Anonyme, avril 2007.

TEXTES CONTRE LA DEMOCRATIE